

Treize organisations appellent à la poursuite de la réforme des lycées

Article paru dans Le Monde du 04.03.99

Un texte, signé notamment par la FEN, le SGEN-CFDT et les deux fédérations de parents d'élèves, PEEP et FCPE, s'oppose à la « déclaration nationale unitaire » des opposants à Claude Allègre, et incite le ministre de l'éducation nationale à « avancer »

Treize organisations du monde éducatif ont adopté un texte commun qui soutient le projet de réforme des lycées lancé par le ministre de l'éducation nationale, Claude Allègre. Signé par les syndicats FEN, SGEN-CFDT et FAEN, les fédérations d'élèves FCPE et PEEP, l'Union nationale des lycéens et plusieurs mouvements pédagogiques (Ligue de l'enseignement, Cemea, CRAP, Education et Devenir, Francas, Foeven, OCCE), ce document se présente comme un engagement en faveur de la « transformation de l'école ». Il prend le contre-pied de la « déclaration nationale unitaire », adoptée, à la mi-février, par trois syndicats du second degré (SNES-FSU, SNEP-FSU, Snalc), la CNGA et six associations de professeurs de classes préparatoires qui avaient violemment dénoncé la politique de M. Allègre.

APRÈS le texte des anti-Allègre, l'appel des partisans de la réforme... Au moment où le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) doit examiner, jeudi 4 mars, la dernière version de la charte sur la réforme des lycées et se prononcer sur les nouvelles grilles horaires des classes de seconde, première et terminale de la voie générale, treize organisations et associations éducatives ont publié, lundi 1er mars, un texte appelant à « la transformation de l'école ».

Signé par la FEN, le SGEN-CFDT, la FAEN, les deux fédérations de parents d'élèves (FCPE, PEEP), l'Union nationale des lycéens (UNL) et plusieurs mouvements pédagogiques (Ligue de l'enseignement, Cemea, Crap, Education et devenir, Francas, Foeven, OCCE), ce texte intitulé « Nous nous engageons plus que jamais pour l'école de tous » (lire ci-dessous) entend s'opposer à la « Déclaration nationale unitaire » adoptée en février par trois syndicats du second degré (SNES-FSU, SNEP-FSU, Snalc), la CNGA et six associations de professeurs de classes préparatoires (Le Monde du 19 février), qui a violemment dénoncé la politique de Claude Allègre. « Cette déclaration nationale unitaire est l'expression des pires conservatismes. C'est une honte pour tous les éducateurs. C'est pourquoi nous avons pensé qu'une large expression de celles et ceux qui se retrouvent dans la nécessité de transformer l'école pour la faire progresser était des plus urgentes », expliquent en substance les signataires du texte pro-réforme. « Il était nécessaire de réagir pour dire qu'il n'y avait pas que ces gens-là dans les lycées », insiste Jean-Luc Villeneuve, secrétaire général du SGEN-CFDT qui s'étonne de l'alliance contre-nature entre le SNES et le Snalc. « Il faut arrêter le débat entre instruction et éducation. L'école a cette double responsabilité », considère Eric Favey, secrétaire national de la Ligue de l'enseignement.

Néanmoins, précise, Christian Janet, président de la PEEP, « il ne s'agit pas d'un soutien à Claude Allègre mais d'un soutien à l'évolution du système éducatif ».

« VOLONTÉ COMMUNE »

Ce n'est pas la première fois que certains des treize signataires se retrouvent pour inciter le ministre de l'éducation à « avancer ». Favorables à la consultation des lycéens et aux propositions du rapport Meirieu, la FEN, le SGEN-CFDT, la FCPE, l'UNL ont, dès juillet, affiché « leur volonté commune de voir aboutir la rénovation du lycée » et défendu les principes d'allègement des programmes, d'accompagnement personnalisé des élèves, d'éducation à la citoyenneté et d'évolution du métier d'enseignant.

Ceux des treize signataires qui siégeront au CSE devraient faire une déclaration commune pour indiquer que la charte des lycées ne constitue, à leurs yeux, qu'« une première étape » dans la nécessaire réforme du second degré.

Dans le camp opposé, le SNES a déjà annoncé qu'il votera contre les projets de décrets modifiant les horaires des classes et réclamera le retrait de la charte. « Toutes les déclarations ministérielles sur plus de justice ou plus d'égalité des chances ne sont que trompe-l'oeil, faux-semblants et poudre aux yeux puisque la réforme de Claude Allègre se fera à moyens constants », a déclaré mardi 2 mars Monique Vuailat. Selon la secrétaire générale du SNES, « un puissant mouvement » contestant la politique ministérielle est en train de se constituer. « Nous appelons à la grève le 15 mars et participerons à la manifestation nationale unitaire à Paris le 20 mars » qui pourrait, espère Mme Vuailat, « rassembler cent mille personnes ».

SANDRINE BLANCHARD